

La fiscalité

M. Fisher: Lisez le *Globe and Mail* d'hier. Il faut en imputer la faute au gouvernement de l'Alberta.

M. Gurbin: Le gouvernement de l'Alberta est peut-être sur la défensive car, malheureusement, certains habitants de la province l'accusent d'être de connivence avec le gouvernement libéral et l'on semble croire que cette situation est à l'origine de grandes difficultés d'un bout à l'autre du pays. A l'instar du NPD, le gouvernement de l'Alberta se rend compte du grand problème que cela pourrait créer sur le plan politique.

M. Waddell: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Je sais que le député ne cherchait pas intentionnellement à induire la Chambre en erreur, mais le fait est que son parti a voté dans le même sens que les libéraux deux fois autant que les néo-démocrates. Chaque fois qu'il s'exprimera ainsi, nous invoquerons le Règlement pour souligner la chose.

M. Siddon: Pourquoi êtes-vous si chatouilleux?

M. Waddell: Qui s'est acoquiné avec qui? Rétablissez les faits.

M. Gurbin: Monsieur l'Orateur, je ne sais pas vraiment ce que le député a dit.

M. Blackburn: Vérifiez le compte rendu des votes.

M. Gurbin: De toute évidence, quelque chose l'irrite. Il arrive souvent que nous ne comprenons pas les députés néo-démocrates parce qu'ils changent d'opinions si souvent. Ils l'ont fait à propos de la constitution et à propos des prix énergétiques. L'autre jour encore, j'ai entendu le député dire qu'il comprenait enfin les problèmes que les rentrées posent aux propriétaires de petites entreprises. Il faudrait tout de même que les députés néo-démocrates comprennent ce qui se passe dans l'industrie pétrolière. Toutefois, il est un peu tard, car les tours de sondage ont quitté le Canada. C'est un peu tard pour vouloir compenser le manque à produire. Nous aurions pu avoir cette production, ce qui aurait contribué à assurer notre autarcie énergétique. Les députés libéraux et néo-démocrates tiennent mordicus au contrôle centralisé. Ils tiennent à enlever aux sociétés pétrolières les liquidités dont elles ont besoin pour demeurer concurrentielles et assurer les mises en valeur qu'il faut pour atteindre les niveaux de production dont nous avons besoin.

Même si je ne suis pas tout à fait dans le vrai, je dois l'être suffisamment, puisque les députés néo-démocrates commencent à s'irriter.

M. Kristiansen: Retournez dans votre trou.

M. Siddon: Ils ont un peu la hantise de la Saskatchewan.

M. Blackburn: Vérifiez le résultat des votes.

M. Gurbin: Évidemment, les opinions diffèrent quant à l'autarcie énergétique et aux moyens à mettre en œuvre pour atteindre l'objectif que tous les partis se sont fixé. Le précédent gouvernement national a fait un immense effort dans le sens de l'autarcie énergétique. Le Canada est capable de fabriquer des produits pétroliers synthétiques, et si nous en fabriquions, nous parviendrions à l'autarcie. Nous nous soustrairions ainsi aux conséquences des événements de la scène internationale auxquels nous ne pouvons rien. Nous devrions mettre en valeur nos propres ressources et produire les emplois, le revenu et toute l'activité industrielle qui nous sont indispensables non seulement dans l'Ouest mais aussi en Ontario et dans d'autres régions du Canada. La marche vers l'objectif de l'autarcie énergétique s'est arrêtée.

Quand les députés du parti ministériel parlent de l'objectif de l'autarcie énergétique, ils font état avec fierté de leurs efforts d'économie. J'ai été frappé par un argument en particulier que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) a fait valoir au comité il y a quelques semaines. Il disait combien l'Agence internationale de l'énergie appréciait le programme canadien d'économie de l'énergie. Il y a deux ans j'étais à l'Agence où l'on reconnaissait que le Canada semblait sur la bonne voie avec son programme d'économie de l'énergie. On m'a dit par ailleurs que ce programme s'imposait parce que nous avions jusque-là, dans ce domaine, la pire performance. Cela se passait en 1979 et 1980. Nous gaspillions l'énergie depuis si longtemps que nous avions l'une des plus mauvaises cotes de tous les pays qui appartiennent à l'Agence internationale de l'énergie. Il nous faut en effet un programme complet et efficace d'économie de l'énergie, dont voici enfin quelques éléments.

Dans un autre domaine, nous avons le programme d'isolation des maisons. On l'a récemment amélioré, ce à quoi ont applaudi tous les partis, y compris les néo-démocrates, qui font souvent fausse route. Il se pourrait que cette fois-ci ils voient clair. Je doute toutefois sincèrement que ce soit juste d'inclure ce programme. Alors qu'il a introduit le Programme énergétique national en novembre 1980, comment le gouvernement peut-il espérer que l'opposition officielle voie dans le programme dit PITRC un des éléments essentiels du PEN pour ne pas dire le programme lui-même? Le programme d'isolation thermique des résidences du Canada est un volet important des mesures d'économie d'énergie prises au Canada depuis au moins 1975. C'est un excellent programme que nous avons appuyé et continuerons d'appuyer, mais le gouvernement ne peut certes pas s'attendre que les Canadiens croient que nous devons le PITRC au programme énergétique national. Le PITRC existait, en fait, bien avant l'instauration du Programme énergétique national.

● (1550)

J'ai entendu le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et le ministre d'État chargé des Mines (M^{me} Erola) parler à la Chambre avec fierté du programme nucléaire du Canada. La majeure partie de notre programme nucléaire est confiée à l'Hydro-Ontario et cela depuis au moins 1965. Même avant cela, John Diefenbaker et John Robarts avaient posé les jalons en vue de la construction d'une usine de 250 megawatts. Étant donné l'échec d'Alsands, de Cold Lake, du pipe-line de l'Alaska, et même peut-être maintenant du pipe-line qui devait relier Québec à Halifax, le gouvernement voudrait faire croire aux Canadiens que l'énergie nucléaire fait partie du Programme énergétique national. C'est une affirmation douteuse, monsieur l'Orateur.

L'autarcie constitue notre objectif à tous. Cependant, nous n'y parviendrons pas si les installations de forage et les capitaux continuent à fuir. La confiance nécessaire à l'industrie n'existe pas. J'ai l'impression que nous en serons, en 1990, au même point que maintenant, c'est-à-dire obligés d'importer de 20 à 30 p. 100 de notre approvisionnement en pétrole. C'est dommage que nous devions tenir une position aussi vulnérable jusqu'en 1990. Il pourrait en être autrement si nous prenions les moyens d'améliorer le climat pour les investisseurs, plutôt